

## **Des *cold warriors* institutionnels : l'Information Research Department du Foreign Office britannique et l'Italie**

**Michele Di Donato, Riccardo Diego Portolani**

### **Les auteurs**

Michele Di Donato est Marie Skłodowska Curie Fellow au Centre d'histoire de Sciences Po. Ses recherches portent sur l'histoire internationale des gauches européennes et de la guerre froide. Parmi ses publications principales : *I comunisti italiani e la sinistra europea. Il PCI e i rapporti con le socialdemocrazie (1964-1984)* (Rome, Carocci, 2015); "The Cold War and Socialist Identity. The Socialist International and the Italian 'Communist Question' in the 1970s", *Contemporary European History*, 2, 2015 ; "Reform Communism" (avec Silvio Pons), dans *The Cambridge History of Communism*, vol. III. (eds. Juliane Fürst, Silvio Pons and Mark Selden, Cambridge, Cambridge University Press, 2017).

Riccardo Diego Portolani est docteur en histoire contemporaine de l'Université de Rome Tor Vergata. Ses recherches portent notamment sur la politique étrangère des États-Unis dans les années de Jimmy Carter et sur le communisme en Europe occidentale.

### **Résumé**

La Grande-Bretagne a joué un rôle pionnier dans la définition des stratégies de communication et de propagande philo-occidentale et anticommuniste à l'étranger pendant la première phase de la guerre froide. Cet article analyse les activités menées en Italie par le ministère des Affaires étrangères britannique à travers son Information Research Department (IRD), acteur de la production et de la diffusion à l'étranger de matériaux d'information utiles aux campagnes anticommunistes. L'article étudie l'évolution et les transformations de cette activité à partir de la naissance de l'IRD en 1948, jusqu'à sa fermeture, en 1977, en se penchant notamment sur la façon dont les messages du Département étaient adaptés à la fois au public italien et aux différentes phases de la guerre froide.

**Mots clés :** guerre froide ; propagande ; Italie ; Grande-Bretagne ; anticommunisme.

### **Abstract**

During the first phase of the cold war, Britain played a pioneering role in defining strategies of international pro-western and anti-communist information and propaganda. This article examines the activities carried out in Italy by the British Foreign Office through its Information Research Department (IRD) – the main hub for the production and dissemination of information materials used for anti-communist campaigns abroad. The article examines the evolution and transformations of this activity from the birth of the IRD, in 1948, until its closure, in 1977, with a particular focus on the way in which the messages of the department were adapted to both the Italian public and the different phases of the Cold War.

**Keywords :** Cold War ; Propaganda ; Italy ; Great Britain ; anti-communism.

**Pour citer cet article :** Michele Di Donato, Riccardo Diego Portolani, « Des *cold warriors* institutionnels : l'Information Research Department du Foreign Office britannique et l'Italie », *Histoire@Politique*, n° 35, mai-août 2018 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

Si on voulait vérifier<sup>1</sup>, de façon circonscrite mais significative, l'impact de la guerre froide sur l'Europe de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on pourrait feuilleter – dans une bibliothèque bien fournie – les numéros de la *Gazzetta di Parma* de la *Voce Alessandrina* ou du *Popolo Fossanese* remontant à septembre 1956. Dans chacun de ces trois petits journaux italiens de province, le lecteur trouverait – sans doute avec stupéfaction – la reproduction d'un article sur le « défi industriel de la Russie », signé par le leader du Parti travailliste britannique Hugh Gaitskell<sup>2</sup>. Pour permettre à ce texte, publié à l'origine en Grande-Bretagne, une telle diffusion capillaire, il avait fallu le travail des bureaux de l'*information policy* et de l'Information Research Department (IRD) du Foreign Office, fondé au début de l'année 1948 avec pour mission de produire, recueillir et diffuser du matériel anticommuniste<sup>3</sup>.

Depuis au moins une vingtaine d'années, l'historiographie a porté une attention croissante à la dimension idéologique et culturelle de la guerre froide. Dans ce contexte, les initiatives de promotion internationale des systèmes socio-politiques et de lutte contre les idéologies adverses sont progressivement devenues des thèmes d'étude fondamentaux pour la compréhension de la dynamique des relations internationales de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. L'Italie, pays clé pour la confrontation avec le défi du communisme au sein du camp occidental, représente un des cas d'étude privilégiés de ces processus. Il n'est donc pas surprenant qu'une production historiographique abondante ait été dédiée, au fil des ans, à la place de l'Italie au sein du *political warfare* anticommuniste étatsunien<sup>5</sup> et dans la « guerre froide culturelle »<sup>6</sup>.

La présente contribution rend compte, cependant, des initiatives d'un acteur différent des États-Unis : la Grande-Bretagne et, précisément, de l'IRD. L'article entend fournir une description synthétique de l'action de l'IRD en Italie de 1948 à 1977, année de sa liquidation, en se concentrant en particulier sur la dernière période de son activité. À de rares exceptions près, cette activité a été jusqu'à présent l'objet d'une reconstruction mettant surtout l'accent sur le sensationnel et le dévoilement

<sup>1</sup> L'article reprend la publication des deux auteurs « Il Foreign Office e la stampa italiana », dans G. Vacca, E. Taviani (a cura di), *Gli intellettuali nella crisi della Repubblica (1968-1980)*, Rome, Viella, 2016, pp. 333-352. Cette contribution est le fruit des recherches et de la réflexion menées en commun par les auteurs. Les paragraphes 1-4 et 7 ont été rédigés par M. Di Donato, les paragraphes 5-6 par R. D. Portolani.

<sup>2</sup> *The National Archives of the UK, Foreign Office* (désormais : TNA, FO) 1110/899, « List of anticommunist articles published by the Press section, September 1956 ». L'article originel était : Hugh Gaitskell, « Russia's Industrial Challenge », *Socialist Commentary*, April 1956.

<sup>3</sup> Le mémorandum « Future Foreign Publicity Policy » (4 janvier 1948) du secrétaire d'État aux Affaires étrangères Ernest Bevin, à l'origine de la création du Département, recommandait la formation d'« une petite section au sein du Foreign Office pour recueillir des informations sur les politiques, les tactiques et la propagande communistes et pour fournir des matériaux pour notre communication anticommuniste par le biais de nos missions diplomatiques et les *information services* à l'étranger » (TNA, FO 1110/1).

<sup>4</sup> Cf. M. F. Hopkins, « Continuing Debate and New Approaches in Cold War History », *The Historical Journal*, 4/2007, pp. 913-934.

<sup>5</sup> Parmi les ouvrages récents, voir K. Mistry, *The United States, Italy and the Origins of the Cold War : Waging Political Warfare, 1945-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

<sup>6</sup> Cf. par exemple les numéros spéciaux des revues *Storiografia*, n° 11, 2007 et *Storia e Problemi Contemporanei*, n 57, 2011 (*Intellettuali e anticomunismo*, sous la direction d'A. Mariuzzo et D. Menozzi).

des noms, souvent illustres, des faiseurs d'opinion (*opinion makers*) italiens disposés à collaborer avec les Britanniques<sup>7</sup>. Nous adopterons ici une perspective différente. Il nous semble, en effet, plus intéressant de réfléchir à l'interaction entre le discours anticommuniste international et la situation italienne, envisagée dans son évolution sur une trentaine d'années. Il s'agit d'examiner une partie de la « boîte à outils » de l'*information policy* anticommuniste et de vérifier, d'un côté, la tentative des *cold warriors* britanniques d'adapter à l'Italie leurs propres messages et modalités d'action et, de l'autre côté, la disponibilité de la presse et des faiseurs d'opinion de s'appropriier – et éventuellement de retravailler – le message suggéré par Londres<sup>8</sup>. Les résultats présentés ici doivent être considérés comme une première esquisse en vue d'une étude qui devra nécessairement s'élargir et s'approfondir. Du côté italien, il s'agit en particulier de prendre en considération certaines études de cas qui permettent d'analyser de près les modalités et les dynamiques de l'échange entre l'IRD et ses interlocuteurs. En ce qui concerne le rapport entre l'intervention en Italie et les lignes générales de la stratégie d'information et de la propagande britanniques, en revanche, il existe aujourd'hui un déséquilibre entre la relative abondance des études sur les premières décennies de l'après-guerre et l'absence quasi totale de recherches sur les années 1960 et 1970. Des études plus approfondies sur l'évolution de cet aspect de la politique étrangère britannique pourraient donc permettre de mieux comprendre le cadre général dans lequel se situaient les événements examinés dans cet article.

## L'IRD et le discours anticommuniste occidental

L'IRD du Foreign Office constitua le fer de lance de l'effort de conquête « des cœurs et des âmes » qui fut une composante essentielle de la stratégie de guerre froide de la Grande-Bretagne<sup>9</sup>. Celle-ci fut la première puissance occidentale à se doter d'une politique de propagande systématique pour répondre au défi soviétique et elle resta dans ce champ un acteur important malgré le déclin progressif de sa situation internationale. Les recherches d'Andrew Defty et de Lowell H. Schwartz, en particulier, ont démontré l'existence d'une consultation permanente avec les États-Unis : porteuses de philosophies d'intervention différentes, les deux puissances anglo-saxonnes auraient élaboré des stratégies diversifiées pour s'opposer à un ennemi commun<sup>10</sup>. L'IRD fut un interlocuteur fondamental aussi pour la politique

<sup>7</sup> Cf. M. J. Cereghino, G. Fasanella, *Il golpe inglese. Da Matteotti a Moro : le prove della guerra segreta per il controllo del petrolio e dell'Italia*, Milan, Chiarelettere, 2011 ; *Id.*, *Colonia Italia*, Milan, Chiarelettere, 2015.

<sup>8</sup> Pour une approche similaire, voir H. Footitt, « 'A Hideously Difficult Country': British Propaganda to France in the Early Cold War », *Cold War History*, 2, 2013, pp. 153-169.

<sup>9</sup> Cf. A. Deighton, *Britain and the Cold War, 1945-1955*, dans M. P. Leffler, O. A. Westad (eds.), *The Cambridge History of the Cold War*, vol. I, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2010, pp. 112-32. Sur la continuité entre ces initiatives et les expériences de la Grande-Bretagne dans les décennies précédentes, notamment en temps de guerre, voir P. M. Taylor, *British Propaganda in the Twentieth Century. Selling Democracy*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1999.

<sup>10</sup> A. Defty, « 'Close and Continuous Liaison': British Anti-Communist Propaganda and Cooperation with the United States, 1950-51 », *Intelligence & National Security*, 4, 2002, pp. 100-130 ; *Id.*, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda 1945-53. The Information Research Department*, Londres-New York, Routledge, 2004 ; L.H. Schwartz, *Political Warfare Against the Kremlin. US and British Propaganda at the Beginning of the Cold War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.

d'information et de propagande de l'OTAN, de même que pour d'autres initiatives anticommunistes élaborées par des pays européens<sup>11</sup>.

Dans le projet original présenté par le ministre des Affaires étrangères, Ernest Bevin, la propagande britannique devait avoir une connotation social-démocrate et proposer, notamment aux Européens, un modèle progressiste alternatif à celui des États-Unis<sup>12</sup>. En suivant une spécificité traditionnelle du Foreign Office, l'action britannique entendait se distinguer de celle des États-Unis en s'adressant non pas à un public de masse, mais aux leaders et aux forgers d'opinion (*opinion moulders*) capables d'exercer une influence dans leur espace national. Ceux-ci étaient invités à faire usage, dans leur activité publique, de ce que produisait l'IRD (qu'ils recevaient sous forme confidentielle et anonyme), garantissant ainsi l'insertion du matériel dans les circuits locaux d'information<sup>13</sup>.

Malgré la confidentialité conservée officiellement sur ses opérations et sur son existence même, l'IRD crut rapidement, à tel point qu'au milieu des années 1950, le Département était devenu l'un des plus grands au sein du Foreign Office<sup>14</sup>. L'IRD constitua un exemple précoce de la cristallisation institutionnelle de l'activité – et de la tournure d'esprit – des *cold warriors*<sup>15</sup>. La confrontation bipolaire n'était pas seulement le cadre au sein duquel se déployait l'action de ce Département du Foreign Office, elle en était la raison d'être, la condition nécessaire : une telle configuration, comme on le verra, ne favorisa nullement ses capacités d'adaptation et d'évolution.

## L'IRD en Italie : la première décennie

Espace « à risque » par excellence, l'Italie a été, dès le début, l'un des objectifs principaux de l'IRD. En vue des élections du 18 avril 1948, l'ambassade de Rome organisa un comité de coordination des initiatives de propagande anticommuniste et établit sur ce terrain une collaboration – destinée à un long avenir – avec la légation étatsunienne<sup>16</sup>. L'action britannique en Italie se développa progressivement, corrélativement à la croissance de l'IRD au sein du Foreign Office. Les responsabilités de coordination relevaient de *l'information officer* de l'ambassade, qui travaillait en collaboration avec l'équipe des consulats en sélectionnant et en gérant les contacts auxquels était envoyé le matériel. Il transmettait également des rapports réguliers à la direction du Département, en sollicitant souvent l'envoi de « produits » spécifiques.

<sup>11</sup> Cf. L. Risso, *Propaganda and Intelligence in the Cold War. The NATO Information Service*, Londres-New York, Routledge, 2014, pp. 27-47 ; G. Scott-Smith, *Western Anti-Communism and the Interdoc Network. Cold War Internationale*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 66-68, p. 108-115 et *passim*.

<sup>12</sup> Cf. H. Wilford, *The CIA, the British Left and the Cold War. Calling the Tune ?*, London-Poertland (OR), Frank Cass, 2003, pp. 48-74.

<sup>13</sup> Cf. J. Jenks, *British Propaganda and News Media in the Cold War*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2006, pp. 67-72.

<sup>14</sup> Cf. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray, 2001, p. 131.

<sup>15</sup> Il est intéressant, sur ce point, de noter que la définition du *cold warrior* proposée par Giles Scott-Smith dans sa contribution, s'applique bien, de façon globale, à l'institution de l'IRD.

<sup>16</sup> TNA, FO 1110/1, V. Mallet à E. Bevin, 24 février 1948. À partir de 1952, s'établit une pratique de consultation mensuelle entre l'*Information Department* de l'ambassade britannique et le *United States Information Service* (FO 1110/493, *Rome Information Department* à *Information Research Department*, 2 avril 1952).

Un fonctionnaire exclusivement dédié à l'opération assurait le travail d'organisation et rédigeait des rapports bihebdomadaires sur les « Tendances de la propagande communiste en Italie ».

Les faiseurs d'opinion auxquels s'adressait le matériel britannique étaient journalistes, représentants des partis centristes (du niveau gouvernemental à l'échelon local) et des organisations catholiques, syndicalistes, ecclésiastiques (ici aussi, en allant des cardinaux aux curés de paroisse), dirigeants ministériels et fonctionnaires publics (préfets, magistrats), militaires, industriels, professions libérales, universitaires et chercheurs. Les rapports envoyés à Londres par les consulats montrent comment la presse et la radio constituaient les objectifs prioritaires de l'opération. Dans le même temps, la sélection des contacts répondait aussi à des spécificités locales : si à Milan, par exemple, le groupe le plus fourni de « clients » de l'IRD après celui des journalistes était constitué de syndicalistes, à Palerme, il s'agissait majoritairement de représentants du clergé, alors que les listes du consulat de Naples comptaient de nombreux noms provenant de la haute fonction publique<sup>17</sup>. Le nombre total de ces contacts continua à augmenter au moins jusqu'à la fin des années 1950 : un rapport de 1953 en relevait 312 dans toute l'Italie mais, déjà deux ans plus tard, l'*information officer* de l'ambassade se lamentait du coût de l'envoi des documents à « environ 500 clients (un nombre en croissance) », qui vivaient en province et ne pouvaient pas être atteints par les services de distribution autonomes utilisés à Rome et dans les sièges consulaires<sup>18</sup>. Les « clients » pouvaient être ajoutés à la liste de distribution seulement après un contact personnel avec un responsable de l'ambassade ou d'un consulat. Ils avaient ainsi une certaine idée de la provenance du matériel qu'ils recevaient et acceptaient les clauses de confidentialité liées à son utilisation, sans toutefois être au courant (à quelques rares exceptions) des caractéristiques globales de l'opération. Loin d'être de simples pions, dans tous les cas, les contacts de l'IRD étaient évidemment libres d'utiliser (ou pas) selon leur bon plaisir le matériel reçu. Le succès de l'opération – comme le trahissaient le ton et le lexique utilisés dans les rapports des *information officers* qui répétaient des termes comme « clients », « campagne de ventes », « résultats mensuels » – se mesurait par la capacité des « produits » britanniques à satisfaire (et à alimenter) une demande d'informations et de nouvelles utiles à un discours politique déjà répandu.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, ce sont surtout les rapports envoyés à Londres par les diplomates travaillant en Italie qui permettent de comprendre les spécificités et l'ampleur de l'opération, en particulier pour ce qui concerne la diffusion du matériel de l'IRD dans la presse italienne. On sait, par exemple, qu'au mois de mars 1951 (signalé comme un mois très positif quant aux résultats obtenus), 33 articles (dont la majeure partie avait été directement produite ou mise en circulation par l'IRD) avaient obtenu un total de 70 publications dans des journaux et hebdomadaires (certains articles ayant donc été publiés plus d'une fois). La liste comprenait, parmi d'autres, un article du dirigeant travailliste Denis Healey sur les conditions de travail dans les pays satellites de l'Union soviétique, des interventions d'ex-communistes ou d'émigrés d'Europe de l'Est comme Ruth Fischer, Walter Kolarz

<sup>17</sup> TNA, FO 1110/899, « Six-Monthly Report on IRD Material Usage Covering the Period September 1955-April 1956 ». Pour une vision d'ensemble, voir les annexes de M. J. Cereghino, G. Fasanella, *Colonia Italia*, *op. cit.*, pp. 346-456.

<sup>18</sup> TNA, FO 1110/668 « Quarterly Report October-December 1953, Minutes » ; FO 1110/782, « Cost of distributing IRD material by post in Italy », 7 mars 1955.



ou Anatoly Baranov, des réflexions historiques du soviétologue Leonard Schapiro, mais aussi des textes de vulgarisation sur le mariage et la famille en Russie soviétique ou sur la vie dans la Prague communiste<sup>19</sup>.

Parmi les contacts du Département, on trouvait les directeurs des principaux quotidiens et plusieurs titres à diffusion nationale utilisaient régulièrement les contenus reçus (comme le quotidien de la Démocratie chrétienne *Il Popolo*, mais aussi *Il Quotidiano* de l'Action catholique et le social-démocrate *La Giustizia*)<sup>20</sup>. C'était toutefois la presse locale qui offrait les plus vastes possibilités de publication : le matériel de l'IRD satisfaisait en fait la soif d'informations et de commentaires sur l'Europe de l'Est de journaux qui ne disposaient pas de correspondants ou d'accords pour la publication d'articles de la presse étrangère. Pour l'opération britannique, l'avantage de cette situation était qu'« au niveau provincial, les communistes lisaient, avec les nouvelles locales, des articles politiques (ou extraits des *Digests*)<sup>21</sup> qu'autrement ils auraient pu ne pas voir<sup>22</sup> ».

Au moins jusqu'à la fin des années 1950, les produits de l'IRD en circulation en Italie se concentraient sur des thèmes récurrents : les conditions de vie et de travail dans les États socialistes, la menace que ceux-ci représentaient pour la stabilité mondiale, la dénonciation de la propagande soviétique et des organisations des « compagnons de route », à partir du mouvement pour la paix (ce dernier fut l'objet de l'une des principales campagnes internationales du Département, à côté de celle sur le travail forcé en URSS)<sup>23</sup>. Une attention particulière était dédiée aux rapports entre christianisme et communisme et à la condition des Églises en Europe de l'Est et, à partir de 1953, fut réalisée – en édition italienne – une publication *ad hoc*, le *Religious Digest*<sup>24</sup>.

L'initiative de l'IRD ne se réduisait pas, dans tous les cas, aux quotidiens et aux périodiques. Le matériel analytique de qualité supérieure rejoignait les niveaux plus élevés du monde politique italien : à plusieurs reprises, les *information officers* rapportèrent la nouvelle – pour nous difficile à vérifier – de l'utilisation par Alcide De Gasperi de « portions entières de notre production, incorporées à ses discours<sup>25</sup> ». À une toute autre échelle, l'activité du Département se reflétait dans la vie politique locale. Le secrétaire du Service des études, de la propagande et de la presse de la Démocratie chrétienne de Gênes, dans une discussion avec un représentant du

<sup>19</sup> TNA, FO 1110/344, « List of anti-communist articles published by Press Section during March ».

<sup>20</sup> Écrivant à Londres en janvier 1960, l'*information officer* de l'ambassade observait : « À Rome, deux quotidiens – *Il Quotidiano* et *Giustizia* – publient presque chaque mois des extraits des deux *Digests* [l'« ordinaire » et le *Religious Digest* – voir *infra*]. Quelques mois plus tard, le même auteur signalait la relation qu'il avait nouée avec le directeur de la page culturelle du *Popolo*, qu'il définissait comme l'« un de nos clients exceptionnellement bon pour le matériel du COI et de l'IRD ». Cf. TNA, FO 1110/899 et 1110/1376. Le COI (Central Office of Information) était l'agence gouvernementale dédiée à la communication publique.

<sup>21</sup> Recueil de brefs articles produit régulièrement par les bureaux de l'IRD de Londres.

<sup>22</sup> TNA, FO 1110/899, « Six Monthly report on usage of IRD material, covering the period September 1955-April 1956 ».

<sup>23</sup> Cf. J. Jenks, *British Propaganda, op. cit.*, pp. 114-44.

<sup>24</sup> TNA, FO, 1110/569, S. H. Hebblethwaite à J. Peck, 7 avril 1953.

<sup>25</sup> TNA, FO 1110/493, S. H. Hebblethwaite à J. Peck, 1<sup>er</sup> juillet 1952 ; pour un autre exemple, voir FO 953/920, V. Mallet à C. Warner, 13 avril 1950. Les archives ne fournissent pas d'indication spécifique sur le matériel de l'IRD que De Gasperi aurait utilisé. En l'absence de cette information, il n'a malheureusement pas été possible de vérifier les affirmations des *information officers*.

consulat, affirmait que le « matériel spécial » servait à ses collaborateurs pour préparer les discours publics mais étaient également utiles dans les conversations et dans les banales altercations politiques :

« [Le secrétaire] a mentionné à plusieurs reprises avec une emphase particulière le fait que les contenus des *Digests* et d'autres documents ont été souvent utiles aux conseillers communaux démocrates-chrétiens pour riposter aux offensives des communistes au sein du conseil communal de Gênes, lorsque l'opposition de gauche [...] tentait d'introduire des éléments politiques dans des discussions sur des questions administratives<sup>26</sup>. »

## Une adaptation difficile

La production de l'IRD visait donc à fournir un appui, des arguments et, au sens le plus littéral, des mots, au discours anticommuniste en Italie, en contribuant, à différents niveaux et dans des milieux divers, à alimenter une certaine atmosphère dans l'opinion publique. Les études sur le langage politique des premières décennies de l'Italie républicaine permettent de vérifier son apport, direct ou indirect, à toutes les campagnes anticommunistes ayant eu un impact majeur : sur l'« Église du silence » ou sur les camps de travail en Union soviétique, sur le « piège » du mouvement pour la paix ou sur les conditions de vie à l'Est<sup>27</sup>.

Cette approche, toutefois, devait montrer ses limites avec l'évolution de la guerre froide et de la situation politique italienne. Si le matériel anticommuniste traditionnel était en décalage avec la réactivation du dialogue Est-Ouest à partir de la fin des années 1950, les responsables de la campagne de l'IRD en Italie se trouvaient particulièrement en difficulté du fait de la refonte de l'image globale du conflit bipolaire, passé d'une confrontation entre des choix de civilisation incompatibles à une compétition entre systèmes sociaux concurrents<sup>28</sup>. Même si, y compris à Rome, on réussissait à placer quelques articles répondant à la nouvelle tendance qui visait à mettre en lumière l'infériorité soviétique dans la production des biens de consommation (« Satellites artificiels ou fers à repasser ? » demandait de façon emblématique, en novembre 1959, un article du *Quotidiano* basé sur un extrait du *Digest*<sup>29</sup>), l'*information officer* C. T. Isolani notait que les contenus de l'IRD étaient de moins en moins écoutés. Selon Isolani, il y avait encore une demande pour des « matériaux bien documentés et bien écrits », « qui ne sont pas purement négatifs », sur les thèmes classiques de la restriction des libertés ou de la persécution religieuse à l'Est, mais les comparaisons des niveaux de vie et de consommation étaient peu adaptées à un pays comme l'Italie, par certains aspects encore en retard économiquement (Isolani écrivait que « de l'avis même des voyageurs non communistes qui se sont rendus à Moscou, les conditions de l'Italie méridionale sont

<sup>26</sup> TNA, FO 1110/493, « Genoa. Report on the use of IRD material for the period : December, 1955 ; January-February, 1956 ».

<sup>27</sup> Cf. par exemple A. Mariuzzo, *Divergenze parallele. Comunismo e anticomunismo alle origini del linguaggio politico dell'Italia repubblicana (1945-1953)*, Rubbettino, Soveria Mannelli, 2010.

<sup>28</sup> Cf. K. Osgood, *Total Cold War : Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*, Lawrence, University Press of Kansas, 2006, pp. 354-361.

<sup>29</sup> On trouve dans TNA, FO 1110/1178 une série de coupures du journal sur lesquelles est indiqué le titre du produit de l'IRD à l'origine des articles publiés.

à peu près aussi mauvaises, sinon pires, que celles de l'Union soviétique »)<sup>30</sup>. Pour sortir de l'impasse, l'*information officer* demanda au Département de produire du matériel « positif » de haut niveau intellectuel, destiné aux pages culturelles des quotidiens qui, plutôt que de se concentrer sur les manques du système communiste, analyse la supériorité « spirituelle » du système occidental<sup>31</sup>. La proposition fut vivement débattue à Londres, mais une restructuration complète de l'opération fut considérée comme hors de portée<sup>32</sup>. Le Département plaçait ainsi sa propre action sur un terrain d'arrière-garde, en retard sur le renouvellement des conditions internationales.

La même difficulté d'adaptation se manifesta à l'égard de la situation politique italienne. Alors même que, fin 1963, Whitehall observait favorablement l'expérience de ce qu'on appelait le « centre gauche », au moment du lancement du premier gouvernement avec participation socialiste, le nouvel *information officer* Ashford-Russel faisait des efforts pour nouer des rapports avec les milieux conservateurs... quand bien même – observait-on au quartier général de l'IRD – les circonstances suggéraient plutôt de « diffuser notre aide le plus à gauche possible<sup>33</sup> ». Contacté pour discuter de ce point, l'ambassadeur John Ward expliqua que la situation était beaucoup plus compliquée que lors de sa première mission à Rome, dans les années de l'après-guerre : « alors il s'agissait d'une confrontation directe avec le communisme international, aujourd'hui nous avons les problèmes du communisme national [...] »<sup>34</sup>.

En l'absence d'une réorganisation générale, l'opération de l'IRD fut progressivement réduite au cours de la seconde moitié des années 1960. L'espace européen apparaissait, par ailleurs, désormais stabilisé, et la Grande-Bretagne avait depuis longtemps décidé de concentrer plutôt ses efforts sur les régions concernées par le processus de décolonisation et ses turbulentes conséquences politiques<sup>35</sup>. Cette tendance fut confirmée par la consolidation du processus de la Détente, qui marginalisa la dimension idéologique dans le conflit entre l'Est et l'Ouest. En 1971, le Département fut progressivement réorganisé et son budget drastiquement réduit (l'opération fut présentée comme le lancement d'un véritable « IRD Mark II »)<sup>36</sup>.

Dans cet ensemble, les spécificités nationales continuaient toutefois à jouer un rôle particulier. Dans le cas italien, la diminution de l'engagement de l'IRD était liée à la confiance de Londres dans les potentialités des gouvernements de centre gauche, dont on attendait un réformisme modernisateur capable de garantir la stabilité politique du pays et de gagner du terrain sur l'opposition communiste. À la fin de la décennie, toutefois, ces espérances déclinèrent du fait de la crise de la coalition

<sup>30</sup> TNA, FO 1110/1280, P. Craig (pour C.T. Isolani) à D. Hopson (IRD), 28 janvier 1960.

<sup>31</sup> TNA, FO 1110/1178, C.T. Isolani à D. Hopson, 5 mars 1960.

<sup>32</sup> *Ibid.*, Minutes (commentaires de H.H. Tucker, J.O. Wright, W.M. Drower, R.A. Burrows, P.H.G. Wright, M.S. Cross).

<sup>33</sup> TNA, FO 1110/1636, « Ashford-Russel Appointment, Minutes » (J.E. Jackson, 16 janvier 1964). Sur l'attitude britannique à l'égard du PSI et du centre-gauche, voir L. Nuti, *Gli Stati Uniti e l'apertura a sinistra. Importanza e limiti della presenza americana in Italia*, Rome-Bari, Laterza, 1999, pp. 189-246 ; I. Favretto, « The Wilson Governments and the Italian Centre-Left Coalitions: Between 'Socialist' Diplomacy and Realpolitik, 1964-70 », *European History Quarterly*, 3/2006, pp. 421-44.

<sup>34</sup> TNA, FO 1110/1636, « IRD Work in Italy », 24 janvier 1964.

<sup>35</sup> Cf., par exemple, James R. Vaughan, *The Failure of American and British Propaganda in the Arab Middle East, 1945-57. Unconquerable Minds*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005.

<sup>36</sup> TNA, FCO 95/1007, « IRD Mark II », 12 août 1971.



gouvernementale et de la croissance des tensions sociales. Une inspection conduite par le nouveau Foreign and Commonwealth Office (FCO) en plein « automne chaud » 1969 observait donc que, étant donné la « turbulence de la scène politique italienne », le travail de l'IRD serait probablement poursuivi « sans développements mais certainement sans diminutions<sup>37</sup> ». Même dans le contexte de la Détente et de la limitation des moyens de l'« IRD Mark II », le Département continua la dissémination de son propre matériel et la récolte d'informations sur les activités du PCI et des autres forces de gauche. Le rapport d'une inspection du FCO de fin 1974 montre comment le réseau des contacts établis et consolidés au fil des ans était encore bien développé. P. Thompson, responsable du bureau d'information du consulat de Milan, évoquait par exemple les « excellents » rapports avec le *Corriere della Sera* et *La Stampa*, en plus des dirigeants syndicaux et des représentants politiques, formant un ensemble de plus de 80 forgers d'opinion avec lesquels il maintenait personnellement des contacts<sup>38</sup>. Il s'agissait plutôt, selon les émissaires du FCO, de garantir la continuité de l'opération en assurant la relève du personnel qui y était affecté et la mise à jour des listes de distribution de l'IRD, dans de nombreux cas devenus obsolètes<sup>39</sup>.

## Un retournement de situation

À partir de la moitié des années 1970, la scène politico-économique italienne attira l'attention internationale, et notamment de la Grande-Bretagne (passée sous la direction en 1974 du travailliste Harold Wilson, avec James Callaghan comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères). D'une part, l'Italie était (avec la Grande-Bretagne elle-même) l'un des pays les plus touchés par la combinaison de la stagnation économique et de l'inflation qui s'était abattue sur les économies occidentales. D'autre part, c'était la situation politique du pays qui inquiétait, étant donné le crédit de plus en plus large accordé au PCI d'Enrico Berlinguer, engagé dans le nouveau cours « eurocommuniste », auquel faisait face une direction politique démocrate-chrétienne apparemment usée de façon irréversible<sup>40</sup>.

La possibilité que les élections législatives prévues pour juin 1976 mènent à la constitution d'un gouvernement avec participation communiste encouragea les quatre principales puissances occidentales – États-Unis, Grande-Bretagne, RFA et France – à renforcer leur collaboration afin de contrôler et d'influencer la situation italienne, de même que celle d'autres pays du « flanc sud » de l'OTAN<sup>41</sup>. Au fil d'une série de rencontres de ce « directoire » émergea finalement une ligne mêlant des interventions de nature économique (indication d'un programme de réformes pour garantir la viabilité du système économique italien et permettant de conditionner les

<sup>37</sup> TNA, FCO 95/501, « Inspection of Rome : Brief for IRD – K. J. Simpson », 8 décembre 1969.

<sup>38</sup> TNA, FCO 95/1631, Barker (IRD) à Laurence (*Chief Inspector* FCO), 1<sup>er</sup> janvier 1975. Voir aussi M.J. Cereghino, G. Fasanella, *Colonia Italia, op. cit.*, pp. 278-9.

<sup>39</sup> TNA, FCO 95/1631, « Inspection report for Italy, 1974 ».

<sup>40</sup> Cf. S. Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Turin, Einaudi, 2006.

<sup>41</sup> Cf. L. Cominelli, *L'Italia sotto tutela. Stati Uniti, Europa e crisi italiana degli anni Settanta*, Le Monnier, Milan, 2014 ; N.P. Ludlow, « The Real Years of Europe ? : US–West European Relations during the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, 3, 2013, pp. 136-61.

prêts internationaux) à des formes plus traditionnelles de pression sur les dirigeants politiques alliés<sup>42</sup>.

Comme le notait il y a déjà quelques années Antonio Varsori dans une étude consacrée à cette affaire, le gouvernement britannique (surtout en la personne du nouveau secrétaire d'État aux Affaires étrangères Anthony Crosland, qui avait succédé à Callaghan, devenu Premier ministre en avril 1976) adhéra sans aucun enthousiasme à la politique imposée par les « quatre », notamment pour ce qui concerne la « rigueur économique »<sup>43</sup>. Quelques mois après les élections italiennes, la Grande-Bretagne elle-même dut d'ailleurs accepter un prêt du Fonds monétaire international, concédé dans le contexte d'un changement de politique économique qui divisa profondément l'exécutif de Callaghan et du Parti travailliste<sup>44</sup>.

Sans hésitation, en revanche, le gouvernement britannique s'engagea pour tenter d'influencer le débat italien, tant au travers des contacts confidentiels et directs avec le monde politique, qu'en s'adressant à l'opinion publique. Dans cette perspective, prenait sens le travail de l'IRD, qui fut alors identifié comme un instrument destiné à épauler l'action du « directoire » des quatre puissances et des politiciens britanniques. Le Département avait déjà depuis 1975 renouvelé ses efforts sous l'impulsion des discussions internes au FCO, avec l'objectif premier de réfuter l'image « démocratique » que l'eurocommunisme était en train de se construire<sup>45</sup>. Convaincu que le PCI restait « dans son essence un parti marxiste traditionnel », avec « les mêmes objectifs classiques que le reste du mouvement communiste international », le directeur du Western European Department (WED) du FCO, David Goodall, s'adressa à l'IRD à la fin de 1975, en lui demandant d'intervenir pour « aider à mettre en garde l'opinion publique italienne sur les contradictions entre l'image libérale du PCI et ses probables objectifs de long terme »<sup>46</sup>. Les axes de recherche signalés au Département insistaient plus sur la continuité que sur la nouveauté du défi communiste. On indiquait ainsi qu'« il ne devrait pas être très difficile de montrer que beaucoup des choses rassurantes que le PCI a dites ont déjà été dites dans le passé par d'autres partis communistes, qui après ont dit et fait le contraire ». Les exemples proposés pour cet « axe de recherche efficace » étaient ceux des Fronts populaires des années 1930 et des partis communistes est-européens après 1945<sup>47</sup>.

À partir des derniers mois de 1975, l'IRD se concentra de manière prioritaire sur l'Italie, dans ce qui se révéla être l'une de ses dernières opérations. Cet engagement

<sup>42</sup> A. Varsori, « Puerto Rico (1976): le potenze occidentali e il problema comunista in Italia », *Ventesimo Secolo: rivista di studi sulle transizioni*, n 16, 2008, pp. 89-121. Sur le rôle spécifique de la RFA dans ce processus, cf. D. Basosi, G. Bernardini, « The Puerto Rico Summit of 1976 and the End of Eurocommunism », dans L. Nuti (ed.), *The Crisis of Détente in Europe: From Helsinki to Gorbachev, 1975-1985*, Londres-New York, Routledge, 2009, pp. 256-267 ; G. Bernardini, « Prove di vincolo esterno: la Repubblica Federale Tedesca e il "compromesso storico" come problema internazionale », dans F. Perfetti *et al.* (a cura di), *Aldo Moro nell'Italia Contemporanea*, Florence, Le Lettere, 2011, pp. 531-550.

<sup>43</sup> A. Varsori, *Puerto Rico*, *op. cit.*, pp. 106-110. Pour une interprétation qui insiste sur le rôle de Crosland dans la définition de la position britannique, nous nous permettons de renvoyer à R.D. Portolani, *L'Italia e il Pci nel giudizio del British Labour Government (1975-1978)*, thèse de *Laurea Magistrale*, Università degli Studi di Roma Tor Vergata, 2010.

<sup>44</sup> Cf. K. Hickson, *The IMF Crisis of 1976 and British Politics*, Londres, I. B. Tauris, 2005.

<sup>45</sup> TNA, FCO 33/2724.

<sup>46</sup> *Ibid.*, folio 121, Goodall à Hattersley, 24 novembre 1975.

<sup>47</sup> TNA, FCO 33/2945.

est à rapprocher aussi d'une conjoncture particulière, liée au passage de témoin de Wilson à Callaghan au poste de Premier ministre et à la vacance temporaire qui s'ensuivit à celui du secrétaire d'État aux Affaires étrangères qui permit au Département d'effectuer une incursion au-delà de son champ de compétence. L'impression que l'on retire des documents d'archive est que la marge de manœuvre relativement accrue des hauts fonctionnaires du Foreign Office dans une phase d'atténuation du contrôle politique a en fait surtout favorisé les secteurs les plus conservateurs du ministère, enclins à engager l'IRD dans une vision résolument traditionnaliste de la « question communiste » italienne.

### « La vérité sur le Parti Communiste Italien »

Le travail effectué par l'IRD dans sa dernière phase d'activité relève de trois catégories : 1) le contrôle de la presse britannique et étrangère avec des tentatives d'influence sur ceux qui étaient considérés comme peu collaboratifs ; 2) la distribution de matériel et d'informations pour la publication d'articles dans la presse internationale et italienne ; 3) la production et la distribution de documents de recherche pour l'ambassade et la liste de distribution.

Dans la première catégorie, le cas le mieux documenté dans les archives concerne le *Times*. Le 12 février 1976, l'ambassadeur Millard écrivait à Londres pour signaler avoir été « déconcerté » par la lecture d'un éditorial du journal londonien historique, qui avait été amplement reproduit et commenté en Italie<sup>48</sup>. L'article ne se limitait pas à exprimer un jugement positif sur la possibilité d'une participation des communistes à un gouvernement de coalition avec la Démocratie chrétienne, mais – rapportait Millard – en venait à suggérer que laisser gouverner le PCI à la tête d'une coalition des gauches aurait permis de mettre à l'épreuve sa fiabilité démocratique et vérifier son éloignement effectif de Moscou. Le FCO s'activa pour identifier l'auteur de l'article (non signé), qui fut rapidement reconnu en la personne du journaliste Edward Mortimer<sup>49</sup>. Convoqué par le FCO, Mortimer reçut des explications sur « l'importance de ne pas alimenter l'heureuse campagne du PCI visant à se donner une image de respectabilité social-démocrate<sup>50</sup> ». Si la réprimande au journaliste ne sembla pas être en mesure de modifier ses opinions – nous le retrouverons en effet sur des positions similaires plusieurs mois plus tard lors d'un colloque sur l'eurocommunisme organisé par le FCO à l'Université d'Édimbourg<sup>51</sup> –, le

<sup>48</sup> TNA, FCO 33/2945, folio 7a, Millard à Campbell (FCO, *Deputy under secretary of State*), 12 février 1976. L'article auquel faisait référence l'ambassadeur était « West Europe's Communists », *The Times*, 10 février 1976. Parmi les réactions italiennes, voir « Il *Times*: la DC stia un po' all'opposizione », *Il Messaggero*, 11 février 1976 ; « Il *Times* giudica i rapporti DC-PCI », *Il Tempo*, 11 février 1976. Sur cette question, voir aussi M.J. Cereghino, G. Fasanella, *Il golpe inglese, op. cit.*, pp. 294-295.

<sup>49</sup> La discussion interne au FCO fit apparaître un souci unanime d'intervention énergique auprès du prestigieux quotidien londonien. McCaffrey, responsable du Département des informations (*Head of News Department*), intervint dans le débat interne au FCO en exprimant « *my enthusiasm for an attempt to interest the Times in "the truth" about the Italian Communist Party* ». TNA, FCO 33/2945, Folio 8b : McCaffrey à Beattie (Western European Department –WED- du FCO), 26/02/1976.

<sup>50</sup> TNA, FCO 33/2945, folio 28, Campbell à Millard, 12 mars 1976.

<sup>51</sup> Du 9 au 11 septembre 1977, le FCO, en collaboration avec le Centre for European Governmental Studies et l'Université d'Édimbourg, organisa un colloque sur l'eurocommunisme auquel participèrent principalement des journalistes, des fonctionnaires du FCO, des universitaires et quelques représentants politiques. Les trois principaux documents présentés étaient de Richard Bone du FCO (Research

changement fut sensible dans la ligne éditoriale du *Times*. Au cours des mois suivants, en effet, les éditoriaux dédiés à la politique italienne se maintinrent sur une position bien plus alignée sur celle du gouvernement travailliste. On peut prendre l'exemple d'un article, publié à la une de l'édition du 3 mai, au lendemain de la dissolution des Chambres en Italie. À l'unisson cette fois avec les préférences de Londres, l'éditorial mettait en garde contre les risques d'un vote communiste et lançait même une sorte d'appel aux électeurs italiens pour un vote républicain, social-démocrate ou socialiste, étant donné le climat de défiance à l'encontre de la Démocratie chrétienne : « *an anti-communist vote, a vote for reform with moderation and common sense, does not have to be a Christian Democrat vote* », argumentait le *Times*<sup>52</sup>. Comme il était prévisible, l'article fut repris et reproduit en Italie par les quotidiens de toutes les sensibilités<sup>53</sup>. Le résultat confirmait l'efficacité d'une ligne d'action discutée par l'ambassade à Rome avec le directeur de l'IRD Ray Whitney, qui comptait sur des formes indirectes d'intervention, capables d'atteindre l'opinion publique italienne à travers l'écho suscité par la presse britannique faisant autorité<sup>54</sup>.

La discussion autour de l'article du *Times* avait éveillé l'attention de l'IRD en vue des élections italiennes de juin, dans le contexte desquelles Whitney décida d'envoyer à Rome un représentant spécial en la personne de Heulyn Dunlop. Le directeur de l'IRD lui-même illustra de façon très expressive l'état d'esprit de cette tentative : « même si la plus grande partie des bœufs s'est peut-être déjà échappée, nous croyons qu'il faut essayer tous les moyens qui offrent un minimum d'espoir pour fermer les portes de l'étable avant les élections<sup>55</sup> ».

Ce contexte « exceptionnel » nous permet de livrer une brève analyse du second type de travail de l'IRD, centré quant à lui sur le matériel récolté, produit et envoyé aux listes de distribution italiennes<sup>56</sup>. À l'approche de l'échéance électorale du 20 juin, le premier secrétaire en charge de l'Information de l'ambassade à Rome, Mark Pellew, écrivait à Londres pour décrire certaines des initiatives entreprises après un échange avec l'envoyé de l'IRD Heulyn Dunlop ; actions qui avaient été selon lui très utiles et qu'il demandait d'étendre. En particulier, Pellew racontait avoir discuté avec le directeur du *Tempo*, Gianni Letta, et lui avoir fourni une copie des récentes déclarations anticommunistes faites par l'ex-Premier ministre Harold Wilson. Dans une intervention qui s'inspirait de la tradition social-démocrate d'opposition au communisme, l'ancien dirigeant travailliste avait fait explicitement référence au récent sommet de l'Internationale socialiste à Elseneur, qui avait confirmé l'opposition des plus influents partis socialistes européens à la participation des

---

Department); du professeur John Erikson de l'Université d'Edimbourg et justement d'Edward Mortimer du *Times*. Le rapport sur ce séminaire destiné au FCO se trouve en TNA, FCO 33/3078/folio 99 : « Seminar on Eurocommunism », Goodall (FCO) à Hibbert (FCO), 16 septembre 1977. Les textes des différents documents sont dans FCO 33/3077, « Seminar on Eurocommunism ».

<sup>52</sup> « The Italian Election », *The Times*, 3 mai 1976. Dans un registre encore plus énergique fut publié quelques jours plus tard : « Dr Kissinger's Valid Warning », *The Times*, 7 mai 1976.

<sup>53</sup> À titre d'exemple, voir « Pochi Dubbi : il 20 giugno i voti andranno a sinistra », *Paese Sera*, 4 mai 1976 ; « Stampa estera: il voto non allarma », *Il Messaggero*, 4 mai 1976.

<sup>54</sup> Cf. TNA, FCO 33/2947, Morland à Whitney, 28 avril 1976.

<sup>55</sup> TNA, FCO 33/2948, folio 116 : Whitney à Morland, « IRD and Italy », 5 mai 1976.

<sup>56</sup> TNA, FCO 33/2945, folio 9 : Mrs. J. O'Connor Howe (IRD) à Morland (Head of Chancery, Ambassade de Rome), 23 février 1976, TNA, FCO 33/2946, folio 48 : Beattie au WED, 7 avril 1976.

communistes au gouvernement des pays d'Europe occidentale<sup>57</sup>. Quelques jours plus tard, le journal romain publiait un article qui reprenait en grande partie ces éléments, avec l'ajout de déclarations – toujours hostiles à un rôle accru du PCI dans un futur gouvernement italien – du secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, et du dirigeant du Parti travailliste hollandais Harry van den Bergh. Pellew, satisfait, écrivait à Londres que :

« Dans mon premier tour d'appels téléphoniques ici, j'ai eu l'impression, émanant de sources différentes, en des points divers du spectre politique, qu'il y a un vaste marché et pas seulement dans la presse de droite, pour ce type d'avertissements concernant le PCI, et que cela pourrait avoir un impact significatif sur l'électorat<sup>58</sup>. »

Comme on le verra plus bas toutefois, malgré les résultats encourageants et la pleine collaboration de la presse locale<sup>59</sup>, cet activisme allait être rapidement mis en suspens par le nouveau cours adopté par le FCO<sup>60</sup>.

Le troisième type d'action de l'IRD consistait enfin dans la production de véritables documents de recherche spécifiques. Une liste détaillée des documents produits dans ce contexte apparaît dans une lettre adressée par Vercoe (de l'IRD) à Beattie (du WED) justement en lien avec l'Italie et le PCI :

« L'IRD est constamment engagé dans la production d'articles et de matériel d'information anonymes sur les partis communistes de l'Europe occidentale [...]. L'an dernier ont été publiés notamment : *National Communism in Western Europe* (mars 1976) ; *Issues for the Soviet Leadership* (novembre 1975) ; *Tactical Problems for Western Communists* (août 1975) ; *The Soviet approach to Western Economic Problems* (avril 1975). Récemment nous avons réuni du matériel, dont une partie remonte à la période du Komintern, pour illustrer le fait que le Parti communiste italien est essentiellement une section fidèle du mouvement communiste international. L'IRD a en outre fourni des rapports pour les journalistes européens, et des articles ont paru dans la presse suisse, autrichienne et allemande<sup>61</sup>. »

<sup>57</sup> Cf. M. Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea. Il PCI e i rapporti con le socialdemocrazie (1964-1984)*, Carocci, Rome, 2015, pp. 145-54.

<sup>58</sup> Cf. « Wilson: intese con i PC fatali alla democrazia », *Il Tempo*, 14 mai 1976. La lettre de Pellew est dans TNA, FCO 33/2948, folio 143 : « UK Public statement about PCI », Pellew à Barrington (*Guidance and Informance Policy Department*), 24 mai 1976. Voir aussi M.J. Cereghino, G. Fasanella, *Il golpe inglese, op. cit.*, p. 320.

<sup>59</sup> Voir, par exemple, A. Perrini, « Sui fondi neri del PCI nuove rivelazioni da Londra », dans *Il Tempo*, 7 mai 1976. L'article signalait la publication d'un opuscule par l'*AIMS : For freedom and enterprise* (lobby proche du parti conservateur représentant les intérêts industriels britanniques) qui examinait « de façon détachée et objective » les sources de financement du PCI venant de l'autre côté du rideau de fer.

<sup>60</sup> Les initiatives de Pellew avaient eu comme résultat de réveiller l'intérêt politique pour cette affaire. Barrington, à qui avait été envoyée la lettre de Pellew de Rome, avait élargi la question aux dirigeants du FCO ; le jour suivant, Ray Whitney lui-même contactait Barrington en lui confirmant que « *Rome have been advised that this and other possible initiatives which are under consideration must be put on ice until a clear line regarding HMG's policy towards the likelihood of the PCI joining the Italian Government after the elections on 20/21 June has been laid down* ». TNA, FCO 33/2948/folio 149 : Barrington à Whitney, 24/05/1976, « Communists in Italy » ; *ibid.*, folio 144 : Whitney à Barrington N.J. (*guidance and Information Policy Department*) 25 mai 1976, « UK comment on the Italian Communist Party ».

<sup>61</sup> TNA, FCO 33/2945, folio 29 : M.R. Vercoe (IRD) à Beattie (WED), 12 mars 1976, « Possibility of Italian Communists in Government ».



Les documents dédiés à la situation italienne – notamment *A Child's guide to the Italian Communist Party* et *The Italian Communist Party*<sup>62</sup> – offraient un ensemble détaillé d'informations sur la structure et l'organisation du PCI, accompagné d'une interprétation précise de l'histoire et des perspectives du parti. Alors que le premier document semblait destiné à la publication en étant confié à une maison d'édition, *The Italian Communist Party* fut envoyé par le siège central de l'IRD à l'ambassade à Rome en juin 1976 avec un avertissement précisant qu'il s'agissait d'un texte « préparé principalement pour un usage interne à l'Ambassade [...], mais si vous le souhaitez, vous pouvez le garder pour vous et, à discrétion, pour des contacts intéressés » (on peut faire donc l'hypothèse d'une diffusion également par la liste de diffusion). Ce second texte offrait, en se fondant sur les expériences passées du communisme international, une série de réponses et d'arguments pour démasquer la « vérité » qui se serait cachée derrière les prétentions démocratiques du PCI. On décrivait, par exemple, la structure et la doctrine du parti, en affirmant que le PCI était « organisé comme les partis communistes d'Europe orientale » ; on reconnaissait que Berlinguer s'était exprimé pour le respect du pluralisme et des libertés occidentales, mais de telles affirmations étaient immédiatement mises en présence d'autres citations de communistes est-européens ou de différents dirigeants (plus ou moins importants) du parti italien qui laissaient entendre tout le contraire. L'ensemble du document, en somme, relisait l'histoire et l'organisation du PCI avec la clé de la duplicité tactique et tentait d'offrir un arsenal d'arguments et de matériaux pour soutenir cette thèse<sup>63</sup>.

Les résultats des élections italiennes de juillet 1976 – avec le dépassement manqué de la DC par le PCI – atténuèrent en partie les craintes d'une éventuelle entrée des communistes au gouvernement. Malgré cela, l'ambassade de Rome continua à insister pour que l'engagement de l'IRD soit maintenu et proposa même une liste mise à jour de possibles destinataires pour le matériel du Département<sup>64</sup>. La tentative de relancer l'action de l'IRD finit toutefois par se heurter à l'indisponibilité du gouvernement travailliste<sup>65</sup>. Si, pour Anthony Crosland, la structure ultra-conservatrice du Département était incompatible avec la politique d'un gouvernement social-démocrate<sup>66</sup>, durant le printemps 1977, son successeur David Owen parvint à démanteler toute l'opération de l'IRD, dont les prérogatives furent absorbées par les autres sections d'information du FCO. Les modalités d'opération, héritées de la première phase de la guerre froide, apparaissaient désormais inadéquates dans le nouveau contexte international, y compris du fait de l'influence d'une opinion toujours plus sensible à la transparence de l'action gouvernementale<sup>67</sup>.

<sup>62</sup> Les deux documents sont respectivement dans TNA, FCO 33/2947, folio 95 : « A Child's Guide to the Italian communist Party », édition *L'Aventiniana*, décembre 1975 ; TNA, FCO 33/2948, folio 152 : « The Italian Communist Party » (mai 1976).

<sup>63</sup> TNA, FCO 33/2948, folio 152 : « Italian Communist Party », IRD à *Information Officer*, Rome, 2 juin 1976.

<sup>64</sup> TNA, FCO 33/2951, folio 252 : Morland à Whitney (IRD), 27 juillet 1976, « IRD Work in Italy ».

<sup>65</sup> TNA, FCO 33/2951, folio 253 : Beattie (WED) à Whitney (IRD) 2 août 1976, « IRD Work in Italy » ; *ibid.*, folio 265 : McMinnies (IRD) à Morland, 19 août 1976, « IRD Work in Italy ».

<sup>66</sup> Sur l'enracinement au sein du FCO de la tradition anticommuniste d'origine conservatrice et sur son influence dans la gestion du cas italien, voir les mémoires de David Lipsey, qui fut conseiller politique de Crosland : D. Lipsey, *In the corridors of Power*, Londres, Biteback, 2012, pp. 92-93.

<sup>67</sup> Cf. D. Owen, *Time to Declare*, Londres, Joseph, 1991, pp. 347-3488.

L'action menée par l'IRD durant la crise politique des années 1970 pourrait être frappée d'oubli comme une manifestation insignifiante de l'orientation conservatrice d'un petit groupe de *cold warriors* anachroniques. En recourant à un modèle « négatif » d'anticommunisme, centré sur la dénonciation du système soviétique, cette âme du Foreign Office reprenait un répertoire traditionnel bien rodé (la vision monolithique du mouvement communiste, le modèle repoussoir des « démocraties populaires ») qui convainquait facilement ceux qui, en Italie, regardaient avec inquiétude la possibilité d'une participation du PCI au gouvernement.

Ce modèle négatif, toutefois, doit être confronté aux différentes déclinaisons du discours anticommuniste : on peut ainsi penser à l'orientation initiale de l'IRD qui était « social-démocrate » mais aussi à l'effort mené dans les années 1970 par différents réseaux conservateurs pour relever le « défi de la Détente » avec l'Union soviétique en adoptant un « anticommunisme positif » qui visait à proposer « une contre-narration basée sur les valeurs occidentales, guidée par la confiance plus que par la peur<sup>68</sup> ». Il est facile d'observer toutefois comment la « confiance » dans le système occidental était devenue une marchandise toujours plus rare au fil des années 1970, face à un ensemble de problèmes qui allaient de la crise économique à la crise énergétique, du conflit Nord-Sud à celui entre les États-Unis et l'Europe occidentale, de l'instabilité politique au terrorisme<sup>69</sup>. De ce point de vue, le message de l'IRD apparaît bien plus comme une manifestation de son temps que comme une épave du passé.

L'intransigeance anticommuniste refit surface lors de la crise de la Détente et caractérisa la proposition politique des plus influents dirigeants occidentaux du début des années 1980. L'IRD et des agences analogues contribuèrent à maintenir vivant un type de discours anticommuniste qui, des franges extrêmes du débat politique, fut rapidement réintégré dans le cœur du discours des « nouvelles droites » européennes et étatsuniennes<sup>70</sup>. La distinction entre anticommunisme « négatif » et « positif » perdit progressivement sa signification au fur et à mesure que se désagrégeaient les références politiques qui avaient accompagné le développement de l'Europe après 1945. Le socialisme cessait d'être considéré comme « le symbole d'un futur, radieux, ou angoissant », auquel il fallait répondre par un modèle progressiste alternatif et devenait toujours plus, dans le discours conservateur, « l'incarnation d'un impraticable passé étatiste<sup>71</sup> » resté aux marges de la nouvelle expansion globale du capitalisme occidental.

*Article traduit par Laura Pettinaroli*

---

<sup>68</sup> G. Scott-Smith, « Interdoc, Western Anti-Communism and the Transnational Imperative », dans L. van Dongen, S. Roulin, G. Scott-Smith (eds.), *Transnational Anticommunism and the Cold War*, Basingstoke, Palgrave, 2014, p. 132.

<sup>69</sup> Cf. F. Romero, *Refashioning the West to Dispel Its Fears: The Early G7 Summits*, dans E. Mourlon-Druol, F. Romero (eds.), *International Summitry and Global Governance. The Rise of the G7 and the European Council, 1974-1991*, Londres-New York, Routledge, 2014, pp. 117-158.

<sup>70</sup> J. H. Michals, *The Heyday of Britain's Cold War Think Tank: Brian Crozier and the Institute for the Study of Conflict, 1970-79*, dans L. van Dongen, S. Roulin, G. Scott-Smith (eds.), *Transnational Anticommunism*, *op. cit.*, p. 158.

<sup>71</sup> F. Romero, « Cold War Historiography at the Crossroads », *Cold War History*, 4, 2014, p. 702.